

# Féministes

en mouvements 

Conférence sociale des 9 et 10 juillet 2012

## Contribution du collectif « Féministes en mouvements »

Plusieurs dizaines d'associations féministes, rassemblées au sein du collectif « Féministes en mouvements », constatent tous les jours la **persistance des inégalités professionnelles et salariales entre les femmes et les hommes**. L'écart de salaire entre femmes et hommes stagne à 27%, les femmes sont presque deux fois plus nombreuses au SMIC que les hommes, et occupent 80% des emplois à temps partiel. Malgré un niveau de diplôme aujourd'hui plus élevé que celui des hommes, les femmes restent concentrées dans des emplois sous-valorisés et se heurtent à un plafond de verre dans le déroulement de leurs carrières.

Ces inégalités sont aujourd'hui largement connues, reconnues et décriées. Mais elles ne reculent pas pour autant. Depuis 50 ans, les lois se succèdent, mal calibrées ou inappliquées. La création d'un Ministère des droits des femmes, le premier depuis 30 ans, et le lancement de la conférence sociale, constituent une **opportunité historique pour les partenaires sociaux de faire avancer rapidement et efficacement l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes**. La table ronde « L'égalité professionnelle entre hommes et femmes et la qualité de vie au travail » est un bon point de départ pour répondre à ce véritable enjeu social.

Au-delà de cette table ronde, l'égalité devra être abordée de manière **transversale** à travers tous les thèmes de la conférence sociale. On ne peut en effet envisager de parler rémunération, retraite ou formation sans inclure la situation spécifique des femmes, souvent symptomatique de la réalité sociale. Omettre la question de l'égalité dans ces thématiques c'est prendre le risque de générer de nouvelles inégalités et de ne prendre en compte qu'une partie de la réalité, celle des hommes.

La conférence sociale devra prendre à bras le corps le sujet de la **précarité** grandissante, qui touche en premier lieu les femmes. Les emplois majoritairement occupés par les femmes ne sont pas considérés à leur juste valeur : sous-payés, dévalorisés, dans bien des cas à temps partiel subi, ils ne permettent pas aux femmes de vivre d'un revenu décent. Notre société voit encore dans le travail des femmes une variable d'ajustement : contrats précaires, chômage minoré. Certaines de nos associations hébergent et accompagnent de très nombreuses femmes vers l'autonomie. Or nous constatons trop souvent que les **dispositifs de politique de l'emploi échappent à ces femmes, isolées, peu qualifiées, précaires et pour lesquelles les thématiques de l'emploi, de l'accès à la santé, et de la lutte contre les violences se croisent**.

Nous demandons que la conférence sociale débouche sur des **mesures concrètes, en priorité** :

- La mise en œuvre d'un **système de contrôle plus abouti de l'égalité salariale dans les entreprises**, avec des sanctions financières.
- La **stricte limitation du temps partiel imposé à l'embauche**, par l'augmentation des cotisations sociales patronales sur les emplois à temps partiel et l'attribution de compensations salariales pour les salarié-e-s à temps partiel
- La **revalorisation des emplois à prédominance féminine**, par un système d'évaluation non discriminante des emplois qui garantira une rémunération identique pour les emplois à prédominance féminine et à prédominance masculine de valeur comparable

Au-delà de l'égalité professionnelle et salariale, **l'accès à l'emploi des femmes**, encore plus difficile pour les femmes en situation de handicap et les femmes immigrées, est un véritable enjeu, qui ne semble pas apparaître spécifiquement dans la conférence sociale. Un des premiers freins à l'emploi étant le manque de modes d'accueil des jeunes enfants, nous demandons la **création de 500 000 places d'accueil sur tout le Territoire**.

Enfin, nous attirons l'attention de cette table ronde sur le **rapprochement qui est fait entre égalité professionnelle et qualité de vie au travail**. Nous savons qu'associer égalité professionnelle et qualité de vie au travail autorise trop souvent les entreprises à faire croire qu'elles pratiquent une politique d'égalité quand elles facilitent la vie au travail des parents. **Or les deux ne se confondent pas** et il conviendrait que cet intitulé soit modifié lors des prochaines négociations entre partenaires sociaux.

**Les associations féministes sont force d'analyses, d'expertises, de propositions et d'actions**. Tous les jours, elles sensibilisent la société sur les stéréotypes sexués encore bien prégnants, elles déconstruisent les préjugés et proposent une grille de lecture égalitaire des rapports humains et sociaux. Riches de ces compétences, les associations qui composent le collectif Féministes en Mouvements estiment qu'elles doivent être reconnues comme **partenaire sociétal**, tant par le gouvernement que par les syndicats.

#### **Le collectif des « Féministes en mouvements »**

Les Féministes en Mouvements rassemble plus de 40 associations féministes. Associations de conscientisation, associations de terrain, associations généralistes, associations spécialistes, jeunes associations et plus anciennes travaillent ensemble depuis plus d'un an pour porter une parole féministe forte et enrichie par la jonction entre les différentes générations de militantes.

Après à peine plus d'un an d'existence, le collectif « Féministes en mouvements » s'est imposé comme acteur dans la société : publication du Manifeste intitulé « Mais qu'est-ce qu'elles veulent encore?! » (Editions Les Liens qui Libèrent), listant 30 mesures pour atteindre l'égalité femmes – hommes, interpellation des candidat-e-s à l'élection présidentielle le 7 mars 2012 à La Cigale (Paris), organisation de rencontres d'été rassemblant plus de 600 personnes en juillet 2011 et 2012.

[www.feministesenmouvements.fr](http://www.feministesenmouvements.fr)

#### **Associations féministes membres du collectif**

Adéquations, ANEF, Assemblée des femmes, Association 40 ans de mouvement, Association Entraide et Mouvement des Femmes, ATTAC – commission genre, Centre LGBT de Paris Ile de France, Chiennes de Garde, Collectif Féministe Contre le Viol, Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes, Du Côté des femmes, Elles aussi, Elu/es Contre les Violences faites aux Femmes, L'Escale, Fédération Nationale Solidarité Femmes, Femix'Sports, Femmes en Résistances, Femmes pour le dire, femmes pour agir, Femmes Solidaires, FIT - Une femme, un toit, GAMS, GRIF, Le Monde à Travers un Regard, Les insoumises, Ligue du Droit International des Femmes, Maison des Femmes de Montreuil, Mémoire traumatique et victimologie, Mix-Cité, Mouvement du Nid, Osez le féminisme !, Planning Familial, Rajfire, Réseau Féministe « Ruptures », SOS Homophobie, SOS Sexisme, Voix de femmes, Zéro macho

Contact : [rencontresfeministes2011@gmail.com](mailto:rencontresfeministes2011@gmail.com)